

SERVICE COMMUN PARC AUTOMOBILE

**Convention constitutive du service commun
entre
La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse
et
la Commune de GRASSE**

ENTRE LES SOUSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège est situé au 57 avenue Pierre Séward 06130 GRASSE et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilitée à signer les présentes en vertu d'une délibération n° DL2024_XXX du Conseil communautaire prise en date du 22 février 2024, visée en préfecture de Nice

Dénommée ci-après, « **la CAPG** »,

ET

La Commune de GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 210 600 698 000 18, dont le siège est situé Place du Petit Puy 06130 GRASSE et représentée par Madame Valérie COPIN, première adjointe au Maire agissant au nom et pour le compte de la Commune, habilitée à signer les présentes en vertu d'une délibération n°.....prise en date du 20 février 2024, visée en préfecture de Nice le

Dénommée ci-après, « **la Commune** »,

Ci-après désignées ensemble, « **les parties** »

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 5211-4-2 et D 5211-16 ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 18 décembre 2015 arrêtant les statuts de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 novembre 2019 modifiant les statuts de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n° DL2022_086 instituant le pacte de gouvernance de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et notamment les principes et les perspectives de mutualisation ;

Vu l'avis favorable du comité technique de la Commune de Grasse en date du 21 novembre 2023 ;

Vu l'avis du comité technique de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse en date du 15 février 2024 ;

Vu la délibération n° DL2024..... du conseil communautaire du 22 février 2024 ;

Vu la délibération n° 2024..... du conseil municipal du 20 février 2024 ;

Vu la fiche d'impact décrivant les effets sur l'organisation et les conditions de travail pour les agents du service Parc Automobile qui seront mis en commun, annexées à la présente convention ;

PREAMBULE

Dans le cadre de la poursuite des réflexions menées en matière de mutualisation, plusieurs communes de la CAPG ont exprimé le souhait de mutualiser leur service de parc automobile avec la communauté d'agglomération. Au regard de ces nouvelles demandes et afin de réaliser une mutualisation cohérente et optimisée à l'échelle du territoire, les parties se sont rapprochées pour définir une nouvelle ligne directrice en la matière.

A l'issue de plusieurs discussions, les parties se sont entendues pour créer un service commun – « Parc automobile » entre la Ville de Grasse et la CAPG, dont le portage est assuré par la communauté d'agglomération et auquel l'ensemble des communes membres intéressées pourront adhérer.

Conformément à l'article L5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, une convention doit être formalisée afin de fixer les modalités de création et fonctionnement de ce service commun, notamment, régler les effets sur la situation des agents, la gestion du service, les modalités de remboursement ainsi que les conditions de suivis du service mutualisé.

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les missions du service mis en commun et décrire les effets de sa création sur les conditions de travail des agents qui y sont intégrés, conformément à l'article L5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales.

Elle fixe les modalités de mise en œuvre du service commun, les moyens humains et matériels nécessaires à l'activité du service et traite les aspects financiers de cette création.

ARTICLE 2 : PERIMETRE ET MISSIONS DU SERVICE COMMUN

Après avoir recueilli les avis des instances consultatives de la CAPG et de la commune de Grasse, par la présente convention, les parties décident de créer un service commun « parc automobile », placé auprès de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse.

Ce service sera composé des fonctionnaires et agents contractuels de chacune des parties à la convention qui remplissent en totalité leurs fonctions dans le service ou partie du service mis en commun.

2.1 Périmètre

La Commune de Grasse et la CAPG décident de mettre en commun leurs services du parc automobile.

2.2 Missions mutualisées

Le service commun Parc automobile est notamment chargé des missions suivantes :

- Gestion de l'ensemble du parc des véhicules et matériels roulants. A ce titre, il est le garant du bon fonctionnement de ces équipements et veille au maintien de la fiabilité technique de tous les véhicules. Ses principales missions sont les suivantes :
 - Planification du renouvellement du parc,
 - Gestion des opérations d'entretien et de réparations,
 - Suivi des visites techniques réglementaires.

2.3 Composition

Le service commun du Parc automobile est composé au jour de sa création de 8 agents, décomposé comme suit :

- ✓ Pas d'agent de la CAPG affectés à 100 % de leur temps de travail au service commun ;
- ✓ 8 agents de la commune de Grasse affectés à 100 % de leur temps de travail au service commun

La liste des emplois composant ce service commun est retracée dans une fiche d'impact, jointe **en annexe 2** de la présente convention.

Ils seront placés sous l'autorité hiérarchique du Directeur général des services techniques et responsable de service concerné conformément à l'organigramme joint **en annexe 1** de la présente convention.

ARTICLE 3 : SITUATION DES AGENTS

Le service commun - Parc Automobile est géré par la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et lui est rattaché.

Conformément à l'article L5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales (C.G.C.T), les fonctionnaires et agents non titulaires de la commune de Grasse qui remplissent en totalité leurs fonctions dans un service ou partie de service en commun sont transférés de plein droit à la CAPG.

En application de ce même article, les fonctionnaires ou agents non titulaires qui remplissent en partie leurs fonctions dans un service commun, sont de plein droit mis à disposition, sans limitation de durée, à titre individuel, de la CAPG pour le temps de travail consacré au service commun. Leur situation est régie par une convention spécifique de mise à disposition.

Les agents sont individuellement informés de la création du service commun dont ils relèvent mais ne peuvent s'opposer à ce transfert ou à la mise à disposition conformément au L5211-4-2 du CGCT.

Pour les agents concernés par un transfert, ceux-ci sont transférés en vertu du premier alinéa du présent article et conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que à titre individuel, les avantages acquis en application du troisième alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-83 du 26 janvier 1984 portant disposition statutaire relative à la fonction publique territoriale.

En application de l'article L5211-4-2 alinéa 5 du CGCT, une fiche d'impact est annexée à la convention, présentant les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis pour les agents.

Cette fiche est **présentée en annexe 2.**

ARTICLE 4 : GESTION DU SERVICE COMMUN

Les agents fonctionnaires et agents non titulaire qui exercent en totalité leur fonction dans le service commun ou partie de service, sont placés sous l'autorité hiérarchique et fonctionnelle du Président de la CAPG.

4.1. Pouvoir de l'autorité gestionnaire

La CAPG, autorité gestionnaire, dispose de l'ensemble des prérogatives reconnues à l'autorité investie du pouvoir de nomination.

Dans ce cadre, le Président de la CAPG dispose du pouvoir d'évaluation des personnels mis en commun. Un rapport sur la manière de servir de l'agent transféré est établi au sein de la commune de Grasse si celle-ci le souhaite. Ce rapport assorti le cas échéant pour les fonctionnaires d'une proposition d'évaluation est transmis au Président de la CAPG qui établit cette évaluation.

Le pouvoir disciplinaire relève du Président de la CAPG, mais sur ce point le maire de la commune peut émettre des avis ou des propositions. Les agents seront également rémunérés par la CAPG.

La CAPG prend en charge l'organisation générale du fonctionnement du service commun. Elle fixe les conditions de travail des personnels transférés et prend les décisions relatives aux congés annuels et en informe la commune qui sur ce point émettre des avis.

La CAPG délivre les autorisations de travail à temps partiel et autorise les congés de formation professionnelle ou pour formation syndicale, après avis de la commune si celle-ci en formule la demande.

4.2. Modalité d'exécution des missions

Le Président de la CAPG prend en charge l'organisation générale du fonctionnement du service commun. Les évolutions ainsi que toutes modifications fonctionnelles du service mis en commun sont sous son entière responsabilité.

Il appartient à l'ensemble du personnel constituant le service commun, indépendamment de sa collectivité d'origine, de ses statuts, d'effectuer des missions pour le compte de la commune de Grasse et de la CAPG.

Toutefois les agents mis en commun peuvent être amenés à travailler prioritairement sur le territoire de leur commune d'origine.

ARTICLE 5 : DELEGATION DE SIGNATURE

Le Président de la CAPG ou le maire de la commune signataire de la convention, chacun pour ce qui le concerne, peut donner par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, délégation de signature au directeur du service commun pour l'exécution des missions qui lui sont confiées avec les conséquences de droit qui y sont attachées.

ARTICLE 6 : MISE A DISPOSITION DES BIENS IMMOBILIERS ET EQUIPEMENTS

La commune de Grasse met à disposition à titre onéreux de la CAPG les locaux et équipements actuellement affectés à l'usage de son service Parc automobiles, situé au 8 Chemin de la Madeleine-06130 Grasse, dont le descriptif est joint **en annexe 3 et en annexe 4** de la présente convention et reste propriétaire des locaux.

Ils sont entretenus et réparés par la CAPG.

La durée de la mise à disposition des locaux est effective à compter de la date de création du service commun pour la durée existante du service. Elle pourra prendre fin, si le bien n'est plus affecté à l'activité du service ou dans le cas où il est mis fin à cette mutualisation par résiliation par l'une ou l'autre des parties.

Les équipements restent acquis et amortis par la commune, même s'ils sont mis à la disposition de la CAPG.

Les nouveaux véhicules ou biens à acquérir qui seraient nécessaires au service commun, seront à la charge de la CAPG. Ils seront alors entretenus, réparés et assurés par la CAPG.

La commune s'engage à garantir l'usage des véhicules de services, nécessaires pour assurer l'activité du service commun sur l'ensemble des sites d'intervention.

Les dépenses notamment les fluides liés aux locaux susvisés seront à la charge de la CAPG, qui prendra les dispositions nécessaires pour reprendre les contrats associés.

ARTICLE 7 : REDEVANCE MISE A DISPOSITION

La mise à disposition par la Ville à la CAPG des biens immobiliers et équipements est consentie moyennant une redevance annuelle de 17 250,00 € non soumise à la TVA, correspondant aux investissements immobiliers réalisés et à l'amortissement des équipements acquis par la Ville.

Cette redevance est fixée pour la première année seulement.

Les parties conviennent expressément que le loyer fera l'objet d'une clause d'échelle mobile qui jouera automatiquement au 1^{er} avril.

Les parties font le choix de fixer comme indice de référence

ARTICLE 7 : CONTRATS-MARCHES-CONVENTIONS

Les marchés, contrats liés à l'activité du service commun restent à la charge de la commune de Grasse pour ceux qui concernent les interventions sur les biens, véhicules ou les projets de la commune.

De la même manière, les marchés, contrats, liés à l'activité du service commun restent à la charge de la CAPG pour ce qui concernent les interventions sur les biens, véhicules, ou les projets de la CAPG.

Dans le cas d'une utilisation de ces prestations par le service commun, la Commune sollicitera le remboursement à la CAPG et inversement.

La CAPG pourra toutefois procéder à la passation de marchés publics pour des besoins relevant de l'activité du service commun indifféremment des interventions ou projets.

La CAPG se substituera à la commune aux conventions conclues de mise à disposition de services du parc automobile actuellement en cours avec d'autres structures publiques et se poursuivra selon les mêmes conditions jusqu'à leur échéance.

ARTICLE 8 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES

Les agents transférés agiront sous la responsabilité de la CAPG.

Les sommes exposées au titre de cette gestion commune relèvent des remboursements de frais visés à l'article 9 de la présente convention.

En cas d'affectation partielle d'un agent à un service commun, les agents mis à disposition agiront sous la responsabilité de la CAPG lorsqu'ils rempliront leur fonction au sein du service commun et sous la responsabilité de leur structure d'origine pour les fonctions pour lesquelles ils n'ont pas été mis à disposition.

En cas de faute lourde commise par l'un des parties au détriment de l'autre, la partie victime pourra engager la responsabilité de l'autre partie, après avoir tenté toute démarche amiable utile et la mise en œuvre des procédures de conciliation prévue à l'article 15 des présentes.

S'agissant de l'utilisation des locaux de la commune et des matériels mis à disposition, la CAPG souscrira les contrats nécessaires.

ARTICLE 9 : CONDITIONS FINANCIERES ET MODALITES DE REMBOURSEMENT

9.1. Détermination du coût unitaire de fonctionnement

Le remboursement par la commune à la CAPG se réalise en application du de l'article D.5211-16 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le remboursement des frais de fonctionnement du service commun s'effectue sur la base d'un coût unitaire de fonctionnement du service, multiplié par le nombre d'unités de fonctionnement définies par la CAPG et la commune.

Sont prises en compte, les charges liées au fonctionnement du service et notamment les charges de personnel (rémunération des agents, régime indemnitaire et autres primes).

Sont comprises également les charges de structure liées aux bâtiment et matériels mises à disposition pour l'activité, les fluides et frais d'assurances divers, mais également les charges liées à l'administration en l'occurrence les fournitures de bureaux ou autre location de photocopieur liées au fonctionnement du service.

Ce dernier sera donc remboursé à la collectivité qui en supportera la charge.

9.2. Détermination des unités de fonctionnement

La convention définit la méthode retenue pour la détermination du coût unitaire de fonctionnement et comprend une prévision d'utilisation du service commun exprimée en unités de fonctionnement.

II est convenu que l'unité de fonctionnement s'effectuera sur la base **du nombre d'heures** effectifs d'utilisation du service commun par la commune signataire, **multiplié par le cout unitaire de fonctionnement** du service conformément à l'annexe jointe à la présente convention en **annexe 5**.

Un état annuel devra dresser la liste des recours au service commun, convertis en unités de fonctionnement, sur la base des états trimestriels dressés par le chef du service commun.

Ne sont pas inclus dans les coûts unitaires, tous les frais variables liés aux interventions et en l'occurrence la fourniture de pièces et/ou frais de déplacement qui seront refacturés en réel aux demandeurs.

9.3. Délai de calcul du montant de remboursement

Le coût unitaire est défini à partir des dépenses du dernier compte administratif, actualisé des modifications prévisibles de l'année d'exercice au vu du Budget primitif.

Il est porté à la connaissance de la commune chaque année avant le vote du budget. Le nouveau coût unitaire de l'année sera notifié par la CAPG à la commune signataire, par courrier.

9.4. Délai de remboursement

Le remboursement prévu au présent article s'effectuera annuellement à compter de la date de notification du montant du remboursement aux communes parties à la convention par l'envoi d'un titre de recette à la collectivité partie prenante au service commun.

Le remboursement des frais s'effectue sur la base d'un état annuel indiquant la liste des recours au service commun convertis en unités de fonctionnement

9.5. Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement et les dépenses spécifiques des services municipaux et communautaires restent à la charge exclusive de la partie demandeur.

ARTICLE 10 : DISPOSITIF DE SUIVI ET D'EVALUATION DU SERVICE COMMUN

Un suivi de l'application de la présente convention pourra être mis en place afin d'examiner les effets de cette mise à disposition. Il peut être assuré par un comité de suivi composé de représentants de chacune des collectivités parties à la présente convention.

ARTICLE 11 : DUREE

La présente convention entre en vigueur à compter du 1^{er} avril 2024 pour une durée limitée à l'activité du service commun.

ARTICLE 12 : DISPOSITIF DE REVISION

Une révision du domaine mutualisé et/ou des niveaux de services assurés par la CAPG pour le compte de la commune signataire peut être envisagée par les parties. Elle devra faire l'objet d'une négociation qui prendra notamment en compte l'évolution de l'impact sur les ressources et moyens et la capacité de la CAPG à les prendre en compte. Cette évolution pourra déboucher sur une révision des modalités de remboursement. Toute révision se concrétisera par un avenant.

ARTICLE 13 : MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

La présente convention pourra être modifiée par avenant, dûment approuvé et signé par les parties.

ARTICLE 14 : RESILIATION – DENONCIATION

La présente convention pourra être dénoncée unilatéralement par l'une des parties, par délibération de son organe délibérant, pour un motif lié à la bonne organisation des

services de la collectivité, notifiée par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Cette résiliation ne pourra avoir lieu que dans le respect d'un préavis de 6 mois avant l'entrée en vigueur de la dénonciation.

Dans cette hypothèse, les parties se rapprocheront afin d'évaluer les modalités de résiliation de la convention, notamment les modalités de retour du personnel dans la commune d'origine ainsi que dans la détermination des montants des éventuels remboursements liés à investissements nécessaires au service.

De même, les contrats éventuellement conclus par la CAPG pour des biens ou des services mis à disposition pourront être transférés à la commune concernée pour la période restant à courir, la présente clause devant être rappelée aux bons soins de la Communauté dans les contrats conclus par elle pour les services faisant l'objet des présentes.

ARTICLE 15 : LITIGES ET COMPETENCES JURIDICTIONNELLES

Les parties s'engagent à rechercher en cas de litiges, sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Sauf impossibilité juridique ou urgence, les parties recourront en cas d'épuisement des voies internes de conciliation, à la mission de conciliation prévue par l'article L211-4 du code de justice administrative.

Ce n'est qu'en cas d'échec des voies amiables de résolution que tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant le Tribunal administratif de Nice.

Annexes :

- Organigramme du service commun (annexe 1)
- Fiche d'impact sur les effets de la mise en commun du service (annexe 2)
- Plan des locaux mis à disposition (annexe 3)
- Liste du matériels mobiliers mis à disposition (annexe 4)
- Détermination du coût unitaire de fonctionnement du service commun (annexe 5)

Fait à Grasse, le xxxxxxxx,

Fait en deux exemplaires originaux.

**Pour la Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse,

Le Président,**

**Pour la Commune de GRASSE,

La première adjointe au Maire,**

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes Maritimes

Valérie COPIN